

Éditorial

L'actualité de Three Mile Island

Laurent Vogel

ETUI

Il est parfois intéressant d'observer ce qu'une société célèbre comme anniversaire et ce qu'elle préfère reléguer dans l'oubli. Ainsi, il y a quarante ans se produisait l'accident de Three Mile Island dans une centrale nucléaire des États-Unis. Cet événement majeur allait par la suite exercer une influence considérable sur la remise en cause de l'idéologie du progrès. Et pourtant, l'anniversaire a été célébré avec une discrétion particulière. Que des dirigeants comme Trump, Bolsonaro ou Poutine ne tiennent pas à évoquer les catastrophes nucléaires n'étonnera personne. Mais que la presse internationale et le monde universitaire y consacrent si peu d'attention est franchement plus inquiétant.

Le 28 mars 1979, sur l'île de Three Mile Island en Pennsylvanie (États-Unis), se produit le premier grand accident dans l'histoire des centrales nucléaires. Une chaîne d'incidents de différentes natures aboutit à une élévation rapide de la température du cœur du réacteur. L'eau radioactive pénètre dans l'enceinte de confinement. Le cœur du réacteur est rapidement endommagé. Celui-ci va subir une fusion partielle.

Les conséquences sanitaires restent limitées. Certes, l'hydrogène dégagé par les réactions chimiques à haute température n'a pas fait exploser le réacteur mais on a frôlé une catastrophe nucléaire majeure. La combinaison d'incidents qui, isolément, auraient pu être considérés comme bénins ou réparables a eu des conséquences d'une gravité extrême. C'était précisément ce que toutes les évaluations des risques menées sur des modèles probabilistes avaient nié. Erreurs dans la conception, prise en compte insuffisante d'incidents antérieurs, formation négligée des "opérateurs" considérés comme de simples exécutants, négligence des institutions publiques chargées de la régulation, flexibilité des normes pour ne pas entraver le développement de l'industrie nucléaire, etc. Chaque élément a joué un rôle dans l'enchaînement des bourdes menant à l'accident.

En 1984 déjà, le sociologue Charles Perrow publie une analyse fouillée dans un livre intitulé *Normal accidents* sur ce qui s'était réellement passé sur le terrain. Malgré une maîtrise technique apparemment sans faille, l'accident relève de la normalité du fonctionnement de ces systèmes conçus pour le profit et reposant essentiellement sur une séparation entre les dirigeants et les exécutants.

Après Three Mile Island, le débat sur le nucléaire s'est déplacé de la sphère exclusive des spécialistes vers des collectifs citoyens mêlant étudiants, chercheurs, syndicalistes, personnes vivant à proximité des centrales. De nouvelles pratiques ont été lancées : une recherche où les différentes disciplines apprennent à dialoguer, des mobilisations militantes, des enquêtes parmi les populations ont cimenté des alliances originales et fécondes. Une critique sociale des technosciences s'est développée. Un argument essentiel contre l'énergie nucléaire a été dégagé avec beaucoup de pertinence. Il est social et politique avant d'être technique ou scientifique. La production nucléaire implique une concentration de capitaux et de pouvoir incompatible avec une gestion sociale et démocratique de l'énergie. C'est sur cette base que les catastrophes sont annoncées même si leurs dates et circonstances précises nous restent inconnues.

Après Three Mile Island, il y a eu Chernobyl (1986) puis Fukushima (2011). Les conséquences sanitaires de ces nouveaux accidents ont été infiniment plus graves et amplifiées par la division sociale du travail. Tant dans l'ancienne Union soviétique qu'au Japon, on a envoyé aux premières lignes des milliers de "liquidateurs" issus des catégories sociales les plus exploitées. Ces personnes ont été délibérément sacrifiées et soumises à de graves irradiations. Ici aussi, on n'a pu que constater la normalité de l'accident. Ce qui est arrivé aux "liquidateurs" en quelques semaines, c'est ce qui arrive tous les jours – avec des doses nettement moindres mais quotidiennes – aux innombrables travailleurs de la sous-traitance affectés aux tâches les plus dangereuses dans les centrales nucléaires en période de "bon fonctionnement".

Le discours du progrès infini et la confiance aveugle en des solutions techniques reviennent à la charge aujourd'hui comme si

aucune leçon n'avait été apprise des erreurs du passé. Cette idéologie structure le discours des "climato-sceptiques" dès lors que ceux-ci ne s'inscrivent pas dans le déni pur et simple. Elle influence largement l'approche des institutions qui s'en servent pour retarder des décisions radicales mais nécessaires. Dans leur volonté de rétablir des taux élevés de profit, les multinationales multiplient les pressions pour faire admettre un "principe d'innovation" qui s'oppose frontalement au principe de précaution. L'argument de base est que le risque est inhérent à toute innovation, qu'il faut l'accepter et éviter d'imposer des régulations trop contraignantes. D'après ses défenseurs, tôt ou tard, une solution technique sera trouvée aux problèmes actuels.

Face à la catastrophe écologique, face au fait que les risques sont très inégalement distribués suivant les classes sociales, ce "principe d'innovation" apparaît comme un cocktail amer mêlant cynisme et naïveté. Cynisme parce que son seul objectif est de booster les profits de minorités privilégiées qui accaparent déjà l'essentiel des richesses dans le monde. Naïveté parce que toute l'histoire de ces dernières décennies montre que la croyance en des solutions miraculeuses de la part de la technique et de la science n'est pas fondée. Il y des limites matérielles et humaines qu'aucune fuite en avant ne permet de franchir. Pour en tenir compte, il faut placer la question de l'utilité humaine et sociale avant celle de l'intérêt des dominants à faire de toute chose une simple marchandise. ●

Pour en savoir plus

Perrow Ch. (1984) *Normal Accidents: Living With High Risk Technologies*, Princeton, NJ, Princeton University Press.

Jobin P. (2011) Retour à Fukushima, *HesaMag*, 11, p. 38-43.

La production nucléaire implique une concentration de capitaux et de pouvoir incompatible avec une gestion sociale et démocratique de l'énergie.
